



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

## **Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC) - 28 février 2009**

*Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions du CNC ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse du CNC n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.*

*Bonne lecture !*

### **Comité communication-CNC**

.....

#### **Le Droit, 28 février 2009 - Assurance-emploi : Bond du nombre de prestataires**

Le nombre de Canadiens ayant reçu des prestations ordinaires d'assurance-emploi au Canada a augmenté de façon importante en décembre dernier.

Selon les données publiées cette semaine par Statistique Canada, 538 180 bénéficiaires recevant des prestations ordinaires ont été recensés en décembre, soit 25 000, ou 4,9 %, de plus qu'en novembre. D'une année à l'autre, soit de décembre 2007 à décembre 2008, la croissance, beaucoup plus marquée, est de 16,2 %.

Le nombre de prestataires a augmenté dans toutes les provinces et tous les territoires par rapport au même mois l'année précédente. La Colombie-Britannique, l'Alberta et l'Ontario ont affiché les plus importantes hausses, soit respectivement, 33,2 %, 30,3 % et 29,6 %. Au Québec, l'augmentation a été de 6,5 %. Presque toutes les régions métropolitaines de recensement ont aussi enregistré des augmentations.

\*\*\*\*\*

## **Radio-Canada, 28 février 2009 - Assurance-emploi : L'argent se fait attendre**

Environ 30 000 personnes en Atlantique attendent de recevoir des prestations d'assurance-emploi, selon les chiffres du syndicat qui représente les employés de Service Canada. De ce nombre, 8000 patientent depuis plus de 28 jours, ce qui est le délai moyen jugé raisonnable par le gouvernement fédéral.

Le député libéral de Madawaska-Restigouche, au Nouveau-Brunswick, Jean-Claude d'Amours, n'a jamais reçu autant de plaintes à ce sujet.

« J'ai des cas particuliers où les travailleurs ont dû attendre 55 jours entre le jour que leur application était faite officiellement et le jour qu'ils ont reçu leur premier chèque. Comment vous voulez ne pas faire d'épicerie durant deux mois? Comment vous voulez ne pas payer votre loyer durant deux mois? », se demande le député d'Amours.

Service Canada a du mal à répondre à la demande, indique la présidente nationale du syndicat d'emploi et d'immigration Canada, Jeannette Meunier-MacKay. « Ça fait plusieurs mois que la surcharge de travail est là, et Service Canada ne semble pas avoir pris les mesures nécessaires pour s'assurer qu'il avait assez de personnel faisant face à l'économie qu'on fait face aujourd'hui », dit-elle.

Le syndicat ainsi que le critique néo-démocrate en matière d'assurance-emploi à Ottawa, Yvon Godin, ne voient qu'une solution: embaucher du personnel. « Bien sûr, il manque des employés à Service Canada, et ça prendrait de personnes qui pourraient [traiter] les réclamations », souligne Yvon Godin, député d'Acadie-Bathurst.

Par courriel, le gouvernement conservateur répond qu'il a embauché des ressources additionnelles, en plus d'ouvrir les centres d'appels de l'assurance-emploi les samedis.

\*\*\*\*\*

## **AP, 27 février 2009 - Le chômage en hausse à 8,2% dans la zone euro; en hausse à 7,6% dans l'UE27**

Le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi dans la zone euro à 8,2% en janvier, contre 8,1% en décembre. Il était de 7,3% en janvier 2008.

Dans l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne (UE27), le taux de chômage s'est élevé à 7,6% en janvier, contre 7,5% en décembre. Il était de 6,8% en janvier, selon les chiffres publiés vendredi par Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes.

Selon les estimations d'Eurostat, 18,412 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en janvier 2009 dans l'UE27, dont 13,036 millions dans la zone euro. Par rapport à décembre, le nombre de chômeurs a augmenté de 386.000 dans l'UE27 et de 256.000 dans la zone euro.

Comparé à janvier 2008, le chômage a augmenté de 2,194 millions dans l'UE27 et de 1,641 million dans la zone euro.

Parmi les Etats membres, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés aux Pays-Bas (2,8%) et en Autriche (4,0%) et les plus élevés en Espagne (14,8%) et en Lettonie (12,3%).

Six Etats membres ont enregistré une baisse de leur taux de chômage sur un an et dix-neuf une hausse, tandis que le taux est resté stable dans deux Etats membres. Les baisses les plus importantes ont été observées en Pologne (de 8,0% à 6,7%) et en Bulgarie (de 6,1% à 5,3%), et les plus fortes hausses en Lettonie (de 6,2% à 12,3%) et en Espagne (de 9,0% à 14,8%).

Entre janvier 2008 et janvier 2009, le taux de chômage des hommes a augmenté de 6,5% à 7,9% dans la zone euro et de 6,3% à 7,5% dans l'UE27. Le taux de chômage des femmes s'est accru de 8,2% à 8,6% dans la zone euro et de 7,4% à 7,8% dans l'UE27.

En janvier 2009, le taux de chômage des moins de 25 ans s'est élevé à 16,9% dans la zone euro et à 17,0% dans l'UE27.

En janvier 2008, il atteignait respectivement 14,6% et 14,7%. Les taux les plus bas ont été observés aux Pays-Bas (5,5%) et en Autriche (7,9%) et les plus élevés en Espagne (30,4%) ainsi qu'en Hongrie et en Suède (22,9% chacun). Le taux de chômage était de 7,6% aux Etats-Unis en janvier 2009 et de 4,4% au Japon en décembre 2008.

\*\*\*\*\*

**La Nouvelle Union, 26 février 2009 -Le ministre Blackburn s'attable avec les jeunes**

C'est avec des jeunes inscrits à un programme du Carrefour jeunesse emploi (CJE) que le ministre Jean-Pierre Blackburn a choisi de s'attabler pendant une heure lors de son passage dans les Bois-Francs jeudi après-midi.

Dans ses nouvelles fonctions de ministre fédéral du Revenu national et ministre d'État à l'agriculture, M. Blackburn a entrepris, au début de janvier, une tournée pan canadienne.

Depuis le dépôt du budget de son collègue Flaherty, le ministre Blackburn s'emploie à en faire valoir les principales facettes, selon les intervenants qu'il rencontre.

Devant les jeunes, par exemple, il a évoqué ces mesures par lesquelles le gouvernement fédéral a ajouté cinq semaines de prestations d'assurance-emploi aux chômeurs, les allocations totalisant 1,9 milliard \$ pour la formation de la main-d'œuvre et la possibilité pour les entrepreneurs de recourir au temps partagé pendant 52 semaines plutôt que 38.

En entrevue avec les journalistes, il a rappelé que le gouvernement fédéral souhaitait que le Canada se transforme en un «vaste chantier de travail» pour les deux prochaines années, une enveloppe de 12 milliards \$ ayant été allouée à des travaux d'infrastructures. Il souhaite que dès le printemps, des chantiers s'amorcent un peu partout au pays, l'argent du fédéral devant être disponible dès le 1er avril. Il garde espoir que les provinces conviennent rapidement des modalités pour l'attribution des fonds et que des chantiers (travaux d'aqueduc, centres communautaires, terrains de soccer, etc.) s'amorcent dans les prochains mois.

«Notre but, c'est de combler les carences», a dit le ministre Blackburn, faisant allusion au secteur privé qui s'est mis en «mode ralentissement».

Ces travaux d'infrastructures, les crédits d'impôt pour la rénovation des propriétés et pour l'achat d'une première maison, le relèvement du taux d'imposition ainsi que les mesures facilitant l'accès au capital pour les entreprises devraient constituer tout autant de «stimulus» pour l'économie, a poursuivi le député de Jonquière-Alma.

«Pour construire, rénover, on achète des matériaux et des produits et on aide du même coup le secteur manufacturier.»

Par son budget, a poursuivi le ministre, le gouvernement a «écouté les Canadiens».

Il a fait allusion au déficit anticipé de 34 milliards \$ du gouvernement fédéral pour préciser que le manque à gagner n'était pas constitué que de nouvelles dépenses engagées par Ottawa, mais aussi par une diminution des impôts qu'il s'attend de prélever.

Il a répondu que les budgets alloués aux programmes d'emplois étudiants devraient être maintenus et s'apparentent à ce qu'ils étaient à l'été 2008. Il se souvient que le gouvernement conservateur avait suscité des protestations en instaurant de nouveaux critères, ce qui s'était traduit par des coupes dans certaines régions. «La réalité de Montréal n'est pas celle de Victoriaville», a dit le ministre.

Il a profité de son passage pour parler du Carrefour jeunesse emploi comme d'un important «service de société», un groupe de «spécialistes» pouvant aider les jeunes «désavantagés par la vie» à trouver une façon de s'en sortir.

Avant de quitter Victoriaville, il devait s'entretenir avec Lionel Fréchette, maire de Sainte-Hélène-de-Chester et préfet de la MRC d'Arthabaska.